

RESSOURCES HUMAINES

Une politique RH fondée sur la compétence, l'équité et l'accompagnement

Malgré un contexte social marqué par des revendications, relayées par la direction auprès des ministères de tutelle, l'année 2023 a vu l'amélioration de certains dispositifs de soutien aux salariés, ainsi qu'une révision de la cartographie des emplois scientifiques et techniques. Une évaluation indépendante a par ailleurs attesté la performance de la politique Diversité-Inclusion du BRGM.

« Mature » : c'est ainsi que l'organisme Mixity, expert en diversité-inclusion, qualifie le BRGM, dont la politique en la matière affiche un score global de 74/100. « Cette étude nous a permis d'évaluer objectivement notre politique, de nous situer par rapport aux autres entreprises et d'identifier nos marges de progrès », explique Marie Belossat. Plusieurs volets ont été analysés, mettant en évidence la performance de l'établissement en matière d'inclusion du handicap (85/100), d'égalité entre les genres (80/100) et de diversité des générations (84/100). « Tout cela est le fruit d'une politique déployée depuis près de dix ans, qui repose sur l'inclusion par la compétence et le souci de l'équité, avec des engagements formalisés par des accords d'établissement et des actions pour réduire les écarts entre les agents et prendre en compte leurs difficultés. » L'accent est mis également sur la sensibilisation, élargie à toutes les formes de handicap jusqu'aux moins visibles. Un nouvel accord sur la Gestion

MARIE BELOSSAT
Directrice des Ressources humaines

ANNE GAUTHIER
Directrice adjointe des Ressources humaines

des emplois et des parcours professionnels (GEPP) est par ailleurs en cours de négociation avec les représentants du personnel.

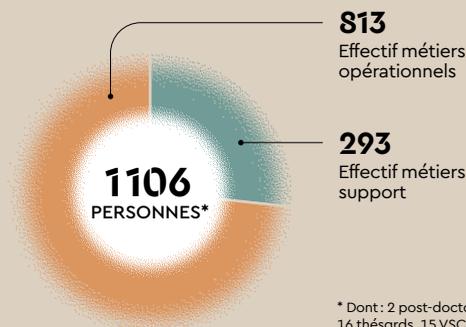
Deux autres axes de la politique Diversité-Inclusion du BRGM sont toutefois à renforcer, à commencer par la condition des personnes LGBTQIA+ (55/100). « Nous veillons à prévenir toute forme de discrimination par une sensibilisation sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, à travers notamment un grand quiz

annuel », indique Marie Belossat. Un guide des bonnes pratiques pour accompagner la transition de genre au travail a également été réalisé et diffusé en 2023. La dimension multiculturelle (56/100) a, quant à elle, vocation à être développée « par le renforcement de l'attractivité du BRGM à l'international et une politique incitative de recrutement de doctorants étrangers ».

Une mobilité interne encouragée

Avec 48% des postes ouverts l'an dernier pourvus par ce biais (contre 20% en moyenne au niveau national), la mobilité interne (69 salariés en 2023) est un autre point fort de la politique RH du BRGM. « Elle favorise l'évolution des compétences, le maintien de la motivation et de l'employabilité des salariés, dans un objectif de préservation des talents, ainsi qu'une meilleure connaissance de l'entreprise », fait valoir Marie Belossat. Un nouvel accord d'établissement a été signé en 2023 afin d'encourager la mobilité interne et de mieux accompagner les salariés en mobilité géographique (avec un volet spécifique pour l'Outre-mer). « Outre une revalorisation de la prime, il prend mieux en compte le changement de vie qu'implique un nouveau lieu de travail, pour la personne comme pour sa famille. » La possibilité est, par exemple, offerte d'effectuer des missions de reconnaissance sur place. Autant d'améliorations qui résultent des nombreux échanges menés avec des salariés ayant déjà fait l'expérience de la mobilité géographique.

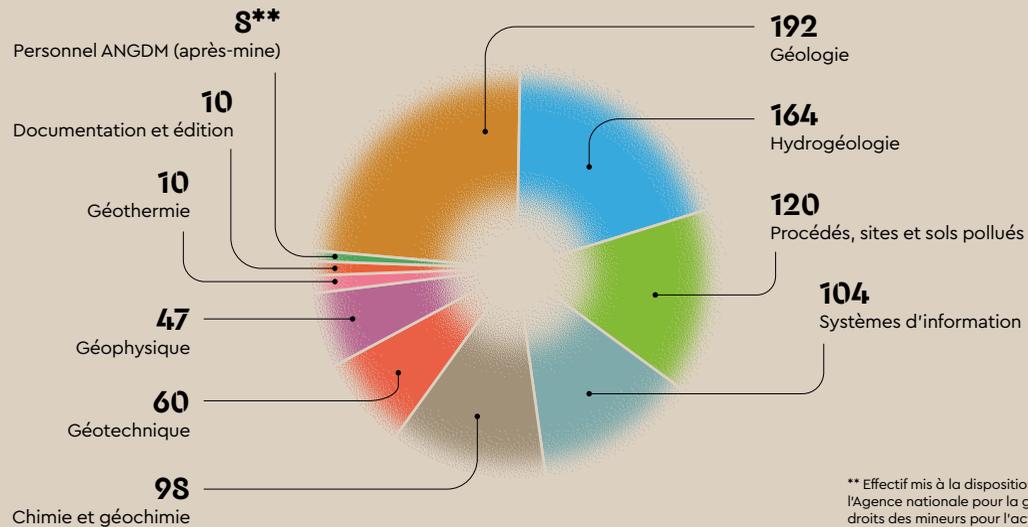
EFFECTIF DU BRGM au 31/12/2023



* Dont : 2 post-doctorants, 16 thésards, 15 VSC-VIE et 57 contrats en alternance

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR MÉTIERS

Effectif métiers opérationnels



** Effectif mis à la disposition du BRGM par l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs pour l'activité après mine

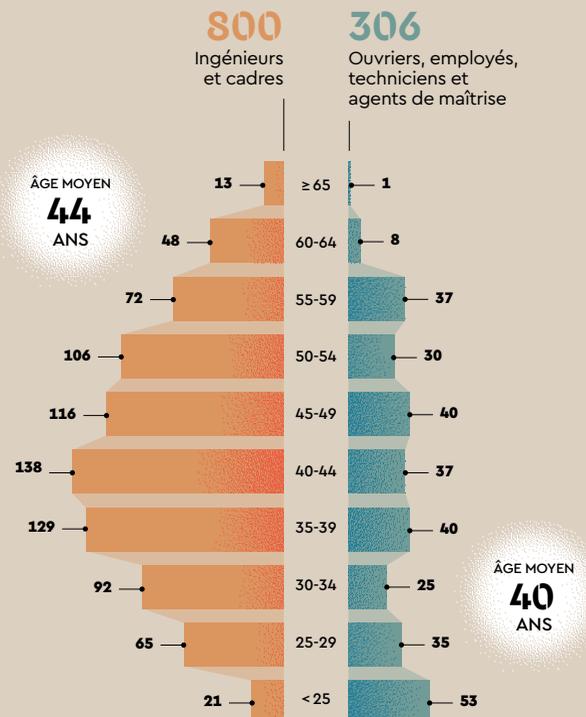
« Notre politique Diversité-Inclusion repose sur l'inclusion par la compétence et le souci de l'équité, avec des engagements formalisés par des accords d'établissement et des actions pour réduire les écarts entre les agents et prendre en compte leurs difficultés. »

Une nouvelle cartographie des emplois scientifiques

Suite à sa labellisation HRS4R (*Human resources strategy for researchers*) en 2021, le BRGM a révisé la cartographie de ses emplois scientifiques et techniques, en s'inspirant des meilleures pratiques et du référentiel européen Euraxess et en s'appuyant sur la réforme de sa programmation scientifique. « Cette nouvelle cartographie est plus lisible, plus complète et plus représentative des spécificités de ces activités, en intégrant notamment le continuum expertise-recherche, souligne Marie Belossat. Elle permet également de visualiser les parcours de carrière possibles dans chaque filière. » Fin 2023, la totalité des emplois concernés (plus de 600) avaient été repositionnés. Ce travail de révision se poursuit en 2024 avec les fonctions support et de management. ●

PYRAMIDE DES ÂGES PAR CLASSIFICATION

au 31/12/2023



DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une politique RSE globale qui s'amplifie et s'accélère

Partie intégrante de sa stratégie et de son Contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) 2023-2027, la politique de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) du BRGM ne cesse de s'étoffer et se structurer. Conçue et animée par une équipe renforcée, elle se déploie dans les domaines social, éthique et environnemental où elle se concentre notamment sur la réduction de l'empreinte carbone de l'établissement.

C'est à partir des données de 2019, choisie comme année de référence, que le BRGM a finalisé en 2023 son premier bilan carbone (scopes 1, 2 et 3). Une base sur laquelle il s'est ensuite fondé pour bâtir un premier plan de transition – première pierre du futur schéma directeur Développement durable et RSE – comprenant une vingtaine d'actions prioritaires. *« La moitié visent à améliorer la collecte des données dans le but d'affiner la mesure et le pilotage de notre empreinte environnementale, que nous calculerons chaque année afin d'évaluer les améliorations mais aussi d'identifier les marges de progrès »,* explique Philippe Sabourault, responsable RSE, qui affiche l'objectif: -10 % d'émissions de gaz à effet de serre en 5 ans.

L'accent est mis notamment sur les achats, responsables de la majeure partie des émissions du BRGM. *« Nous souhaitons introduire dans nos consultations des questions*

« Nous souhaitons introduire dans nos consultations des questions quantitatives, et non plus seulement qualitatives, sur l'empreinte carbone du produit ou du service proposé. Les réponses nous permettront d'évaluer l'offre au plan environnemental, tout en alimentant le calcul de notre bilan carbone. Cela impulsera également une dynamique vertueuse auprès de nos fournisseurs. »

PHILIPPE SABOURAULT
Responsable RSE

HERVÉ RIOILLAND
Responsable du service Audit-Risques-Qualité

quantitatives, et non plus seulement qualitatives, sur l'empreinte carbone du produit ou du service proposé. Les réponses nous permettront d'évaluer l'offre au plan environnemental, tout en alimentant le calcul de notre bilan carbone. Cette démarche impulsera également une dynamique vertueuse auprès de nos fournisseurs. »

D'autres actions sont initiées ou poursuivies, notamment sur la mobilité, les déplacements des salariés représentant un quart des émissions. Ainsi, le renouvellement de la flotte avec des véhicules moins carbonés, électriques ou hybrides, continue, assorti du déploiement de nouvelles bornes de recharge. Le report modal vers les mobilités douces, en particulier le vélo, est encouragé à travers la participation à des événements comme *Mai à vélo* et son Challenge d'activité à vélo. Et les alternatives telles que la visioconférence sont promues pour limiter les déplacements professionnels.

Rénovation du parc immobilier

Concernant les consommations énergétiques, la marche vers la sobriété s'est accélérée depuis 2022, suite à la guerre en Ukraine. Outre la transition vers des énergies moins carbonées (chaudières électriques, réseau de chaleur), elle se traduit par une stratégie de rénovation du parc immobilier du site d'Orléans, à partir de l'évaluation énergétique du patrimoine bâti entre 1968 et 2003. Les premières études ont été réalisées en 2023. *« Le plan de rénovation qui en découlera se doublera d'une optimisation des espaces occupés dans le cadre du télétravail, et donc des consommations énergétiques associées, ainsi que d'aménagements favorisant l'accessibilité des bâtiments pour les personnes en situation de handicap. »*

Ce volet de la politique Diversité-Inclusion du BRGM (lire page 64) s'est enrichi en 2023, avec la mise en œuvre d'un nouvel accord d'établissement et la prise en compte de tous les handicaps, visibles mais aussi invisibles (épilepsie, endométriose, daltonisme, autisme...). Le programme



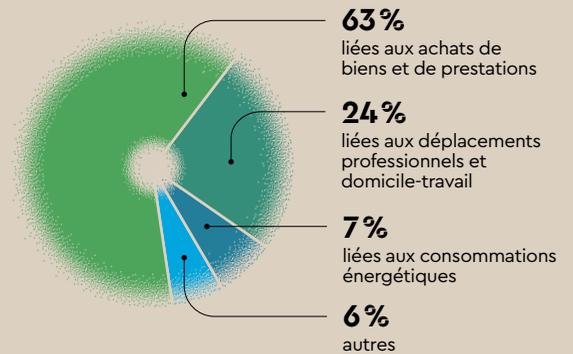
Borne de recharge électrique.
19 bornes installées sur le centre scientifique d'Orléans en 2023.
© BRGM - A. LEGENDRE

de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées, par exemple, proposait diverses animations pour sensibiliser à la « neurodiversité » et faire du BRGM un établissement toujours plus « handi-accueillant ». Une réflexion a, par ailleurs, été initiée sur la situation des salariés proches aidants, visant à mieux répondre à leurs attentes. En matière d'éthique enfin, l'établissement entend redynamiser son dispositif garantissant la déontologie et l'intégrité dans ses activités scientifiques et d'expertise, à travers la refonte de la gouvernance dédiée, l'intensification de la formation des salariés et la généralisation des bonnes pratiques. ●

UNE SOLIDE DÉMARCHÉ D'AMÉLIORATION CONTINUE DES PERFORMANCES

Les deux certifications du système de management de la qualité et de l'environnement (SMQE) – ISO 9001 et ISO 14001 – ont été confirmées en 2023. « Dispositif structurant et levier de pilotage, le SMQE démontre l'attention portée par le BRGM à la satisfaction de ses parties intéressées, internes et externes, au respect des réglementations et à la maîtrise des impacts environnementaux de ses activités », souligne Hervé Riolland, responsable du service Audit-Risques-Qualité. La prévention des risques s'est par ailleurs étoffée en 2023. La mise en place d'un bilan trimestriel des analyses obligatoires en amont de tout projet permet d'identifier les principaux risques et ainsi de prendre ou d'adapter les mesures pour les maîtriser. Quant au bilan de projet instauré en 2022, il permet de disposer des retours d'expérience des chefs de projet. Plus de 500 formulaires ont été reçus l'an dernier, dont l'exploitation contribue à optimiser les performances du BRGM en matière de pilotage des projets et d'impact environnemental des activités.

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DU BRGM 2019



19 points de recharge électrique à la disposition des salariés sur le site d'Orléans à fin 2023

Plus de 3 000 km parcourus à vélo par les salariés lors de l'édition 2023 du Challenge d'activité à vélo

54 bâtiments du site d'Orléans à diagnostiquer dans le cadre de l'évaluation énergétique du patrimoine bâti

328 salariés assistant à la web conférence « Et si votre collègue était un zèbre (HPI) ? » et 70 visionnages en replay

5,11% de taux d'emploi des travailleurs handicapés

78% de réussite en 2023 à la formation (MOOC) contre les violences sexistes et sexuelles au travail, rendue obligatoire pour les nouveaux salariés

Comité de direction



Catherine Lagneau
Présidente-Directrice générale

Christophe Poinssot
Directeur général délégué
Directeur scientifique

Directions de programme



CONNAISSANCE
DES SYSTÈMES
GÉOLOGIQUES
Pierre Nehlig
Directeur de programme



IMAGERIE ET
MODÉLISATION
DU SOUS-SOL
Philippe Calcagno
Directeur de programme



RISQUES NATURELS
ET RÉSILIENCE
DES TERRITOIRES
Gilles Grandjean
Directeur de programme



GESTION DES IMPACTS
MINIERS ET INDUSTRIELS
SUR LE SOL ET LE SOUS-SOL
Dominique Guyonnet
Directeur de programme



DONNÉES, SERVICES
ET INFRASTRUCTURES
NUMÉRIQUES
Michaël Chelle
Directeur de programme



EAUX SOUTERRAINES
ET CHANGEMENT
GLOBAL
Alain Dupuy
Directeur de programme



RESSOURCES MINÉRALES
ET ÉCONOMIE
CIRCULAIRE
Patrick d'Hughes
Directeur de programme



TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE ET
ESPACE SOUTERRAIN
Francis Claret
Directeur de programme

1



2



3



4



5



6



7



8



9



10



- 1 — Jean-Marc Trouillard**
Secrétaire général
- 2 — Philippe Freyssinet**
Directeur de la Recherche,
de la Programmation scientifique
et de la Communication
- 3 — Marie Belossat**
Directrice des Ressources humaines
- 4 — Catherine Bonin**
Directrice de l'Innovation
et des Activités commerciales
et internationales
- 5 — Christophe Didier**
Directeur des Géoressources
- 6 — Francis Garrido**
Directeur Eau, Environnement,
Procédés et Analyses
- 7 — Karim Ben Slimane**
Directeur Risques et Prévention
- 8 — Arnaud Garnier**
Directeur du Numérique
pour les géosciences
- 9 — Jean-Marc Mompelat**
Directeur des Actions territoriales
- 10 — Natacha Girold**
Directrice financière

Conseil d'administration et comités

Conseil d'administration

Janvier 2024

Présidente du conseil d'administration

Catherine Lagneau

Commissaire du Gouvernement

Florence Riou

EN QUALITÉ DE REPRÉSENTANTS DU MINISTRE CHARGÉ :

— DE LA RECHERCHE

Didier Marquer, Chargé de mission Sciences de la Terre, Géoresources et Géotechnologies, Direction générale pour la Recherche et l'Innovation

Suppléante : Fatima Laggoun, Directrice de Recherche CNRS et Chargée de mission « Surfaces et Interfaces Continentales », Direction générale pour la Recherche et l'Innovation (ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche)

— DE L'ENVIRONNEMENT

Anne-Cécile Rigail, Cheffe du service des Risques technologiques

Suppléant : Jean-Luc Perrin, Sous-directeur des Risques chroniques et du Pilotage (ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires – DGPR)

— DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Tristan Dufes, Sous-directeur des Secteurs stratégiques, Direction de la diplomatie économique

Suppléant : Pierre Robion, Chef du pôle Énergie, sous-direction des Secteurs stratégiques, Direction de la Diplomatie économique (DE/STRAT), (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères)

— DE LA COOPÉRATION

Natacha Ephimoff, Sous-directrice de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DCERR/ESR), Direction générale de la Mondialisation, de la Culture, de l'Enseignement et du Développement

Suppléante : Leïla Chabane, Cheffe du pôle Pilotage des opérateurs et Stratégies sectorielles (DGM/DCERR/ESR), (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères)

— DE L'ÉCONOMIE

Michel Schmitt, Ingénieur général des Mines, Président de la section "Innovation, Compétitivité, Modernisation", Conseil général de l'Économie

Suppléante : Héléne Le Du, Ingénieure générale des Mines, Conseil général de l'Économie (ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique)

— DU BUDGET

Louis Pasquier de Francieu, Adjoint au sous-directeur de la 3^e sous-direction, Direction du budget

Suppléant : Arnaud Wieber, Chef du bureau de l'Énergie, des Participations, de l'Industrie et de l'Innovation, Bureau 3BEP11, Direction du Budget (ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique)

— DES MINES

Guglielmina Toro, Adjointe à la sous-directrice de la Protection et de la gestion des ressources en eau et minérale et des écosystèmes aquatiques, Direction de l'Eau et de la Biodiversité, Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature

Suppléant : Jean-François Gaillaud, Chef de bureau, Sous-direction de la Protection et de la gestion des ressources en eau et minérale et des écosystèmes aquatiques, Direction de l'Eau et de la Biodiversité (ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires)

EN QUALITÉ DE PERSONNALITÉS CHOISIES EN RAISON DE LEURS COMPÉTENCES :

Anne Besnier, Vice-Présidente déléguée à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, Conseil régional du Centre-Val de Loire

Pierre-Alain Gautier, Directeur Corporate Affairs & Partenariats, Groupe ERAMET

Sylvie Joussaume, Directrice de recherche au CNRS, IPLS/Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement

Marc Chaussidon, Directeur de l'Institut de Physique du Globe de Paris

EN QUALITÉ DE REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL DU BRGM :

Marie-Christine Dictor (CFDT), **Nicolas Frissant** (CFDT), **Daniel Raucoules** (CFDT), **Denis Thiéblemont** (CGT), **Caroline Ricordel** (CFE/CGC), **Pierre Vassal** (CFE/CGC)

MISSION DE CONTRÔLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER :

Bruno Rossi, **Jean-Pascal Codine**

Comité d'orientation stratégique de l'innovation

Janvier 2024

Nathalie Collignon (ORANO), Directrice Innovation (Châtillon, France)

Jimmy Klinger (SLB), Directeur Technology Center (Montpellier, France)

Gilles Boulanger (SUEZ), Directeur du CIRSEE (Le Pecq, France)

Olivier Bouc (CCR), Conseiller Prévention Innovation (Paris, France)

Chloé Clair (NamR), Directrice générale (Paris, France)

Olivia Touzé (BPI France), Déléguée Innovation et Responsable crédit (Maisons-Alfort)

Comité scientifique

Avril 2024

Président

Vincent Lagneau, Directeur du centre des Géosciences de Mines (Paris, France)

Philippe Agard, Professeur à Sorbonne Université (Paris, France)

Xavier Arnault De Sartre, Professeur à l'université de Pau et des pays de l'Adour (Pau, France)

Hélène Barucq, Directrice de recherche à l'INRIA (Pau, France)

Hélène Budzinski, Directrice de recherche CNRS/INEE (UMR EPOC) (Bordeaux, France)

Philippe Charvis, Directeur scientifique de l'IRD (Marseille, France)

Tirza Van Daalen, Directrice du service géologique néerlandais – TNO (Pays-Bas)

Anne Le Friant, Directrice de recherche CNRS/INSU – IPGP (Paris, France)

Stéphane Guillot, Directeur de recherche CNRS/INSU, délégué aux risques auprès de la Direction générale du CNRS (Paris, France)

Michel Jebrak, Professeur émérite à l'université du Québec à Montréal (Canada)

Patrick Landais, Spécialiste des enjeux liés à la transition énergétique et aux usages du sous-sol, ex-CEA (retraité)

Anne Laurent, Professeure à l'université de Montpellier (Montpellier, France)

Louis Londe, Directeur technique et innovation de GEOSTOCK (Paris, France)

Christelle Marlin, Professeure à l'université Paris-Saclay (Paris, France)

Valérie November, Directrice de recherche CNRS et affiliée au laboratoire LATTIS, École des Ponts, université Paris-Est (Paris, France)

Judith Sausse, Directrice de l'École nationale supérieure de géologie (Nancy, France)

Olivier Vidal, Directeur de recherche CNRS/IS Terre (Grenoble, France)

Ralph Watzel, Directeur du service géologique allemand – BGR (Allemagne)

Comité international

Janvier 2024

Président

Jean Lamy, Ancien ambassadeur

Pierre Robion, Chef du pôle Énergie, sous-direction des Secteurs stratégiques, Direction de la Diplomatie économique – ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Özlem Adiyaman Lopes, UNESCO

Theresa Ponce de Leão, Présidente du conseil d'administration du Laboratoire national de l'énergie et de la géologie (LNEG), service géologique portugais

Denis Favier, Directeur de la Sécurité – Groupe TotalEnergies

Rémi Pelon, Senior Mining Specialist – Banque mondiale

Céline Adrien, Directrice du secrétariat d'EuroGeoSurveys (EGS)

Louis Maréchal, Chef de secteur Minerais et secteur extractif – OCDE

Vanessa Salas-Pouget, Cheffe du pôle Énergies – (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères)

Rokhaya Samba Diene, Directrice de la Prospection et de la Promotion minière du ministère des Mines et de la Géologie du Sénégal, et Présidente de l'Organisation des services géologiques africains (OSGA)

Yadh Zahar, Professeur de l'Enseignement supérieur à l'École Polytechnique de Tunisie (EPT) et directeur du laboratoire VDEC (Villes durables et environnement construit)

Jean Launay, Président du Partenariat français pour l'eau (PFE) ou **Marie-Laure Vercambre**, Directrice générale du PFE

Frédéric Maurel, Responsable adjoint de la division Eau-Assainissement – AFD

Didier Marquer, Chargé de mission Sciences de la Terre, Géoresources et Géotechnologies à la direction générale de la Recherche et de l'Innovation (ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche)

Hervé Boisguillaume, Sous-Directeur de la Stratégie, des Partenariats et des Affaires générales ou **Chahoul Gaffar**, Chef de bureau Partenariats, opérateurs, projets (ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires)

Comité national d'orientation du service public

Janvier 2024

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Par délégalation, la Directrice générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature

AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Le Directeur de l'Eau et de la Biodiversité

Le Directeur général des Infrastructures, des Transports et des Mobilités

Le Directeur général de l'Énergie et du Climat

Le Directeur général de la Prévention des risques

AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

La Directrice générale pour la Recherche et l'Innovation

AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Le Sous-Directeur de la Performance environnementale et de la Valorisation des territoires

AU TITRE DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ ET DES SOLIDARITÉS

Le Directeur général de la Santé

AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES OUTRE-MER

Le Directeur général de la Sécurité civile

et de la Gestion des crises

La Directrice générale des Outre-mer

AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

Le Directeur général des Patrimoines et de l'Architecture

LE PRÉSIDENT DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DU BRGM

LA PRÉSIDENTE DU BRGM

Comité d'audit

Janvier 2024

Présidente

Marie-Madeleine Mialot-Muller

Jean-Pascal Codine

Jean-Luc Perrin

Louis Pasquier De Francieuv

Marie-Christine Dictor

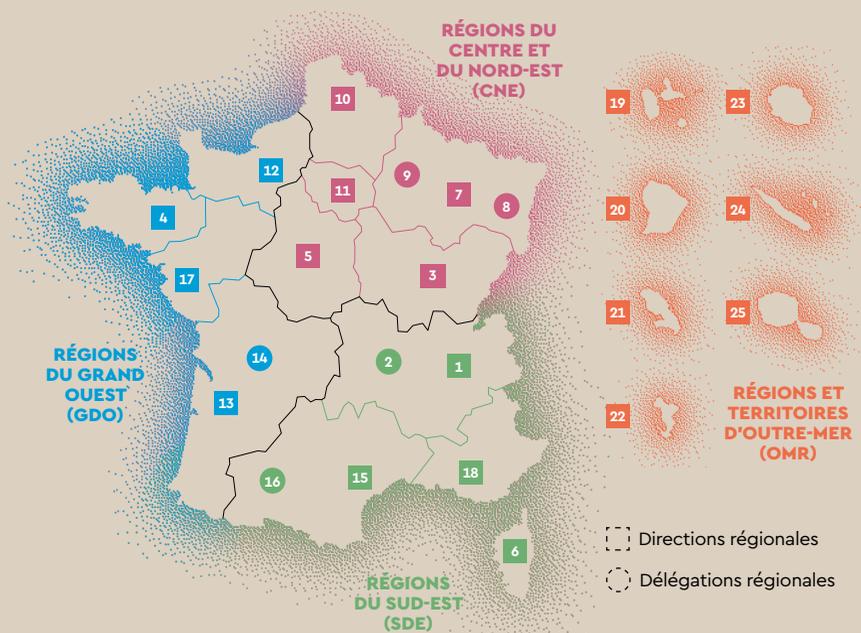
Denis Thiéblemont

Pierre Vassal

Commissaire du Gouvernement

Florence Riou

Réseau territorial



DIRECTION DES ACTIONS TERRITORIALES



Directeur Jean-Marc Mompelat
 Directeur des Actions territoriales
 tél. 02 38 64 31 88
 jm.mompelat@brgm.fr



Directeurs adjoints Régions du Centre et du Nord-Est
Patrick Charbonnier
 Directeur adjoint
 tél. 02 38 64 33 26
 p.charbonnier@brgm.fr



Régions du Grand Ouest
Pierre Pannet
 Directeur adjoint
 tél. 02 38 64 48 21
 p.pannet@brgm.fr



Régions du Sud-Est
Pierre Pannet
 (par intérim)
 Directeur adjoint
 tél. 02 38 64 48 21
 p.pannet@brgm.fr



Régions et territoires d'Outre-Mer
Caroline Ricordel
 Directrice adjointe
 tél. 02 38 64 38 93
 c.ricordel@brgm.fr

13
 RÉGIONS EN MÉTROPOLE

5
 RÉGIONS EN OUTRE-MER

5
 DÉLÉGATIONS EN MÉTROPOLE



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
 Direction régionale
 Site de Lyon
1 Stéphane Buschaert
 58 boulevard Niels Bohr
 69100 Villeurbanne
 tél. 04 72 82 11 50
 s.buschaert@brgm.fr



Délégation régionale
 Site de Clermont-Ferrand
2 Christian Iasio
 12 avenue des Landais
 63170 Aubière
 tél. 04 73 15 23 00
 c.iasio@brgm.fr



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
 Direction régionale
 Site de Dijon
3 Aurélien Vallet
 Parc technologique
 27 rue Louis de Broglie
 21000 Dijon
 tél. 03 80 72 90 40
 a.vallet@brgm.fr



BRETAGNE
 Direction régionale
 Site de Rennes
4 Pauline Drzewiecki
 Rennes Atalante Beaulieu
 2 rue de Jouanet
 35700 Rennes
 tél. 02 99 84 26 70
 p.drzewiecki@brgm.fr



CENTRE-VAL DE LOIRE
 Direction régionale
 Site d'Orléans
5 Alain Saada
 3 avenue Claude Guillemin
 BP 36009
 45060 Orléans Cedex 2
 tél. 02 38 64 31 92
 a.saada@brgm.fr



CORSE
 Direction régionale
 Site de Bastia
6 Baptiste Vignerot
 Immeuble Agostini
 Zone Industrielle de Furiani
 20600 Bastia
 tél. 04 95 58 04 33
 b.vignerot@brgm.fr



GRAND EST

Direction régionale
Site de Nancy
Nicolas Koeberlé
1 rue Jean Zay
54500 Vandœuvre-lès-Nancy
tél. 03 83 44 81 49
n.koeberle@brgm.fr



Délégation régionale
Site de Strasbourg
Damien Salquebre
Parc Activités Porte Sud
Rue Pont du Péage
Bâtiment H1
67118 Geispolsheim
tél. 03 88 77 48 90
d.salquebre@brgm.fr



Délégation régionale
Site de Reims
Hélène Vinot
1 Rue Maurice Hollande
Bât. B1
51100 Reims
tél. 03 26 84 47 70
h.vinot@brgm.fr



HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale
Site de Lille
Xavier Daupley
Arteparc Bâtiment A
2 rue des Peupliers
BP 10406
59810 Lesquin Cedex
tél. 03 20 19 15 40
x.daupley@brgm.fr



ÎLE-DE-FRANCE

Direction régionale
Site de Paris
Benjamin Lopez
Tour Mirabeau
39-43 quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15
tél. 01 40 58 89 17
b.lopez@brgm.fr



NORMANDIE

Direction régionale
Site de Rouen
Manuel Parizot
7 rue Andreï Sakharov
76130 Mont-Saint-Aignan
tél. 02 35 60 12 00
m.parizot@brgm.fr



NOUVELLE-AQUITAINE

Direction régionale
Site de Bordeaux
Cécile Le Gall
Parc Technologique Europarc
24 avenue Léonard de Vinci
33600 Pessac
tél. 05 57 26 52 70
c.legall@brgm.fr



Délégation régionale
Site de Poitiers
Jean-Christophe Audru
5 rue de la Goëlette
86280 Saint-Benoît
tél. 05 49 38 15 38
jc.audru@brgm.fr



OCCITANIE

Direction régionale
Site de Montpellier
Anthony Rey
1039 rue de Pinville
34000 Montpellier
tél. 04 67 15 79 80
a.rey@brgm.fr



Délégation régionale
Site de Toulouse
Frédéric Tronel
Parc technologique du Canal
3 rue Marie Curie
Bâtiment ARUBA – BP 49
31527 Ramonville-Saint-Agne
tél. 05 62 24 14 50
f.tronel@brgm.fr



PAYS DE LA LOIRE

Direction régionale
Site de Nantes
Xavier Rachez
1 rue des Saumonières
BP 92342
44323 Nantes Cedex 3
tél. 02 51 86 01 51
x.rachez@brgm.fr



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction régionale
Site de Marseille
Isabelle Duhamel-Achin
117 avenue de Luminy
BP 168
13276 Marseille Cedex 9
tél. 04 91 17 74 77
i.duhamelachin@brgm.fr



GUADELOUPE

Direction régionale
Ywenn De La Torre
Parc d'activités de Colin
La Lézarde
97170 Petit-Bourg
tél. 05 90 41 35 48
y.delatorre@brgm.fr



GUYANE

Direction régionale
Floriane Deneuville-Mayer
Domaine de Suzini
Route de Montabo
B.P. 552
97333 Cayenne Cedex 2
tél. 05 94 30 06 24
f.deneuville-mayer@brgm.fr



MARTINIQUE

Direction régionale
Benoît Vittecoq
Villa Bel Azur
4 lotissement Miramar
Route Pointe des Nègres
97200 Fort-de-France
tél. 05 96 71 17 70
b.vittecoq@brgm.fr



MAYOTTE

Direction régionale
Ludivine Sadeski
N° 2 Les Terrasses Maasakini
Kaweni
97600 Mamoudzou
tél. 02 69 61 28 13
l.sadeski@brgm.fr



LA RÉUNION

Direction régionale
Ingrid Girardeau
5 rue Sainte-Anne – CS 51016
97404 Saint-Denis Cedex
tél. 02 62 21 22 14
i.girardeau@brgm.fr



ANTENNES

NOUVELLE-CALÉDONIE

Vincent Mardhel
DIMENC/SGNC,
1 ter, rue Édouard Unger
Vallée du Tir – BP 56
98845 Nouméa Cedex
tél. 06 87 27 03 65
v.mardhel@brgm.fr

POLYNÉSIE

Activité provisoirement suspendue
Contact: Caroline Ricordel
c.ricordel@brgm.fr



DÉPARTEMENT PRÉVENTION SÉCURITÉ MINÈRE

UTAM (Unité territoriale Après-mine)



Chef de Département
Jean-Dominique Barnichon
tél. 02 38 64 38 08
jd.barnichon@brgm.fr



UTAM Centre Ouest
Boris Chevrier
3 avenue Claude Guillemin
BP 36009
45060 Orléans Cedex 2
tél. 02 38 64 35 43
utamcentreouest@brgm.fr



UTAM SUD
Florence Rivet
Puits Yvon Morandat
Quartier la Plaine
13120 Gardanne
tél. 04 42 65 46 20
utamsud@brgm.fr



UTAM NORD
Fabrice Quirin
Rue Louis Blériot
62420 Billy-Montigny
tél. 03 21 79 00 60
utamnord@brgm.fr



UTAM EST
Nicolas Taillefer
2 avenue de la Moselle
57800 Freyming-Merlebach
tél. 03 87 83 14 01
utamest@brgm.fr

Un résultat net 2023 une nouvelle fois bénéficiaire

L'année 2023 est la première année du nouveau Contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) signé en mars 2023. Elle est marquée par le démarrage des PEPR, de l'OFREMI et d'une manière générale par une forte croissance de l'activité au cœur des enjeux sociétaux. Malgré un mouvement social toujours en cours pour un rattrapage salarial, l'engagement des salariés est visible dans l'augmentation de la production et la hausse du taux d'activité.

Pour rappel, avec quatre autres établissements publics de recherche (INRAE, CIRAD, IFREMER et IRD), le BRGM est opérateur de l'État au titre du programme 172 de la LOLF. Le BRGM reçoit également des subventions pour charges de service public (SCSP) du programme 181, notamment pour ses activités « appui aux politiques publiques » et « après-mine », ainsi que pour deux projets spécifiques (Trackdéchets, RNDTS). Enfin, il bénéficie d'une SCSP sur le programme 113 pour le financement du réseau piézométrique.

Au niveau du groupe BRGM

Le résultat net consolidé revenant au groupe s'établit à +0,7 M€ en 2023 (contre +2,6 M€ en 2022). La contribution des entités à la formation de ce résultat net est la suivante :

- Le BRGM EPIC contribue à hauteur de +1,4 M€, ce qui correspond à son résultat net social de 1,8 M€, corrigé des écritures ayant trait à ses filiales (principalement, la neutralisation des dividendes reçus de SAGEOS pour 2 M€) ;
- BRGM SA contribue à hauteur de -1,9 M€ ;
- SAGEOS contribue pour 0,5 M€ au résultat du groupe en 2023 ce qui correspond à son résultat social retraité des dividendes reçus de ses filiales et des provisions intragroupes ;
- CFG et IRIS INSTRUMENTS contribuent respectivement à hauteur de +0,1 M€ et +0,8 M€. SOLTRACING contribue pour -0,1 M€.

+ 1,5 M€

Résultat de fonctionnement
du BRGM EPIC en 2023

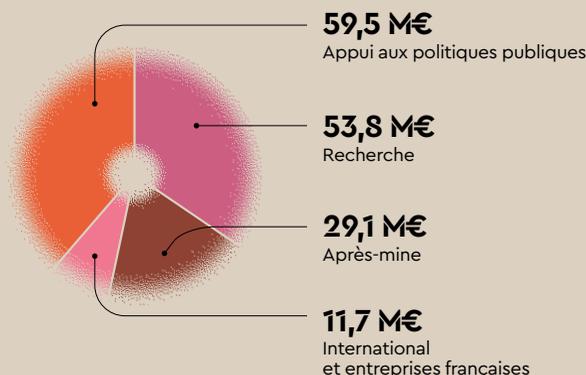
158,3 M€

Produits de
fonctionnement 2023

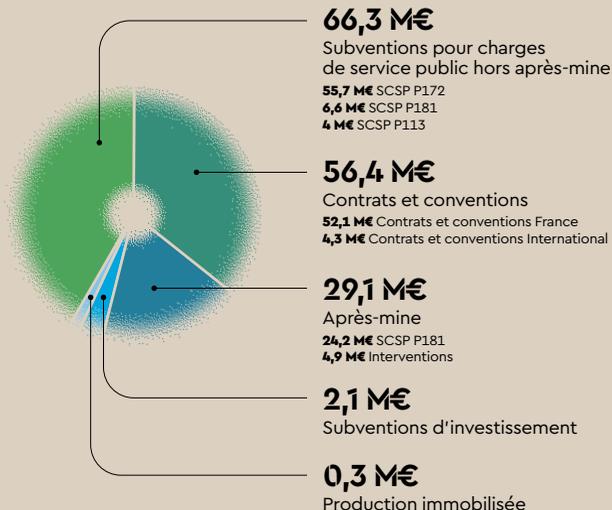
156,8 M€

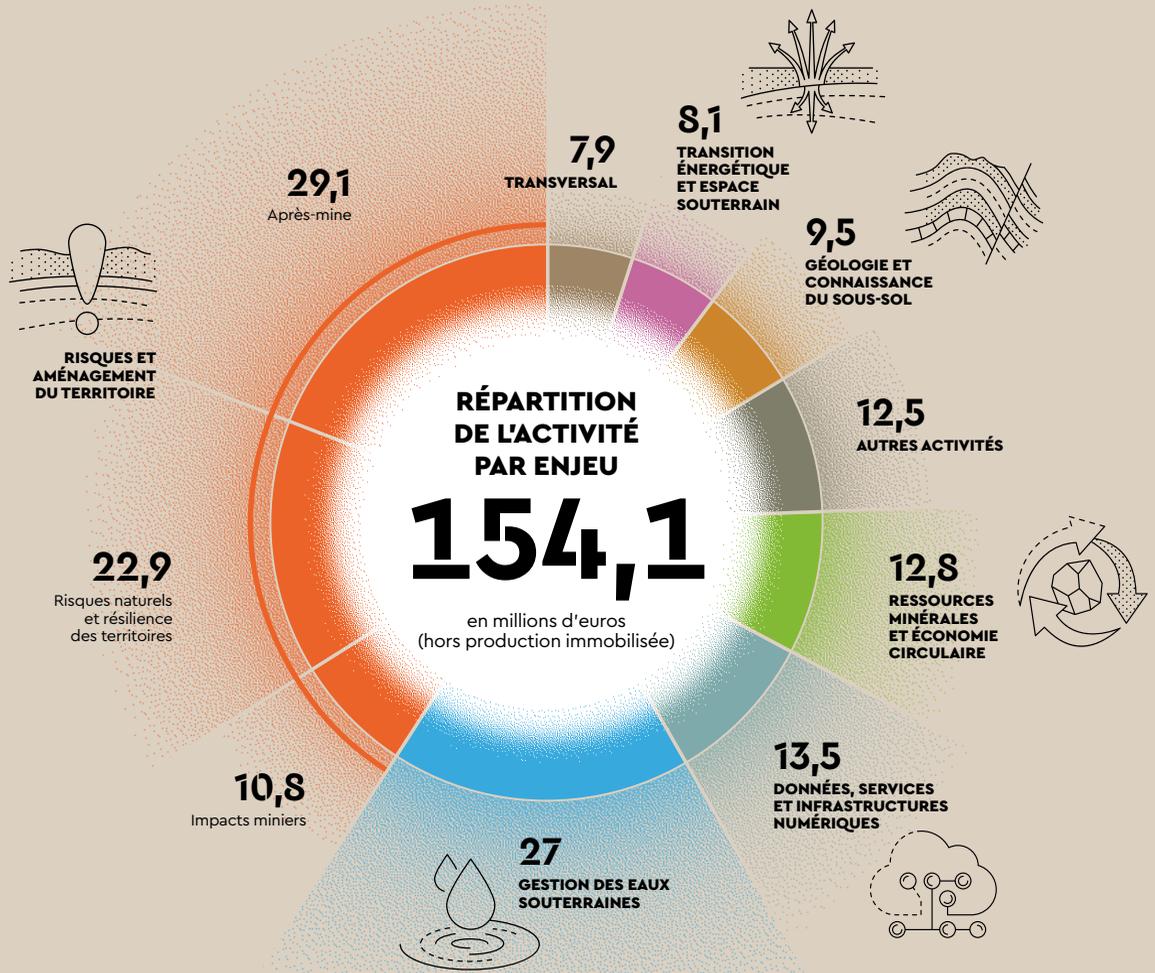
Charges de
fonctionnement 2023

RÉPARTITION DE L'ACTIVITÉ PAR MISSION



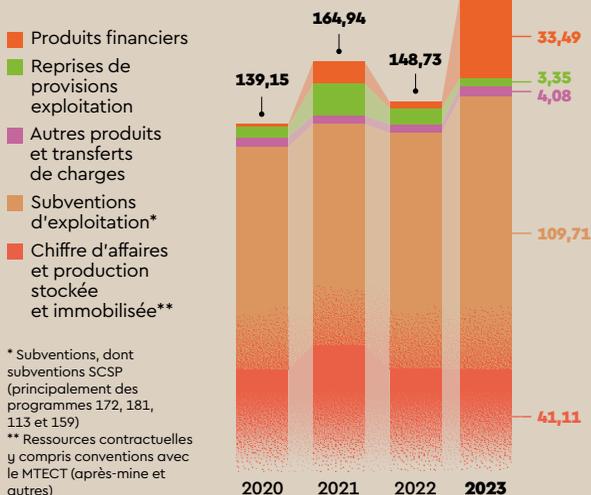
RÉPARTITION DE L'ACTIVITÉ PAR TYPE DE FINANCEMENT





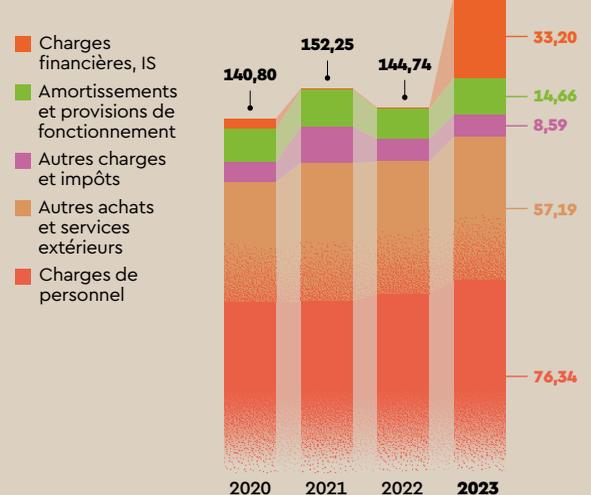
ÉVOLUTION DES PRODUITS TOTAUX 2020-2023

en millions d'euros



ÉVOLUTION DES CHARGES TOTALES 2020-2023

en millions d'euros



L'exercice 2023 est marqué par diverses opérations de restructuration du groupe.

Côté pôle minier, la société NICRON, détenue à 100 % par la société minière de CHESSY (SM CHESSY), elle-même filiale à 100 % de BRGM SA, a été dissoute. La SM CHESSY a ensuite été recapitalisée. Ces opérations ont constitué une première étape pour une reprise d'activité en 2024 de la SM CHESSY dans le cadre du programme de mise à jour de l'inventaire national des ressources minérales (IRM) annoncé par le président de la République en septembre 2023 et visant à relancer les investissements miniers sur le territoire.

Côté géothermie, la recherche d'un nouveau partenaire industriel et financier pour CFG, susceptible de lui apporter les moyens nécessaires à son développement, s'est poursuivie en 2023 et devrait être finalisée début 2024.

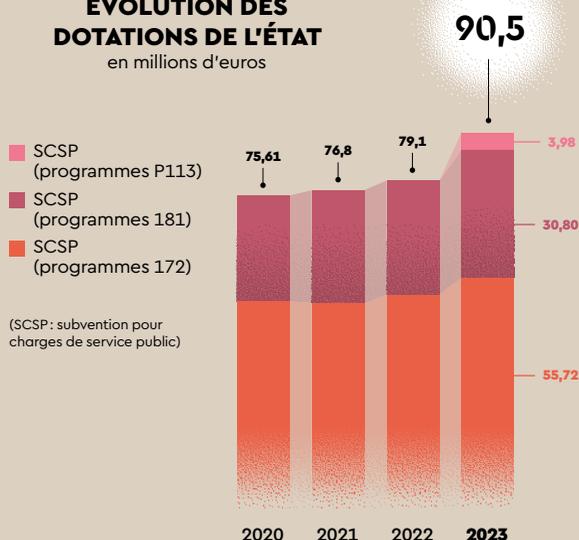
Au niveau de BRGM EPIC

Le BRGM affiche pour son exercice 2023 un bénéfice net de 1,8 M€ contre 4 M€ de résultat net constaté en 2022. Le résultat de fonctionnement est à nouveau positif, s'établissant à hauteur de 1,5 M€ ; pour mémoire, le résultat de fonctionnement s'élevait à 1,4 M€ en 2022. Le résultat financier s'élève à 1,1 M€, en diminution par rapport au résultat financier 2022 (2,5 M€). Tous ces éléments conduisent au versement d'un intéressement (2 M€) et permettront un abondement au plan d'épargne d'entreprise en 2024.

Les ressources liées à l'activité courante s'élèvent à 152 M€, en augmentation de 10,8 % par rapport à 2022. S'élevant au total à 125 M€, les ressources hors après-mine progressent de 13 M€ par rapport à 2022 (+ 11,6 %). Les ressources après-mine s'établissent quant à elles à

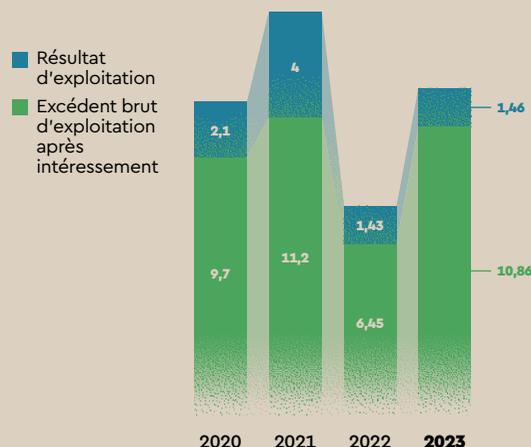
ÉVOLUTION DES DOTATIONS DE L'ÉTAT

en millions d'euros



ÉVOLUTION DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION

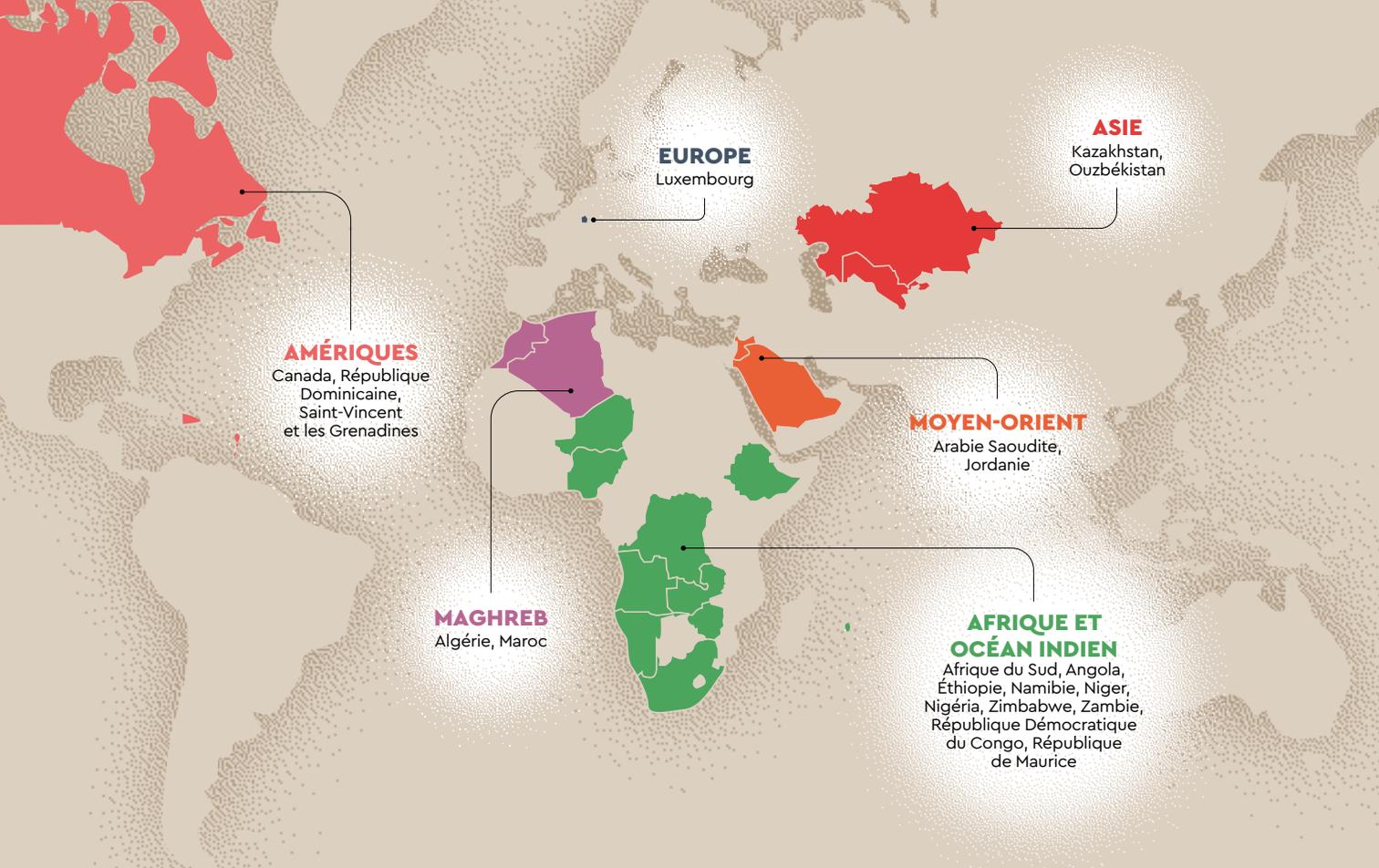
en millions d'euros



ÉVOLUTION DES RESSOURCES CONTRACTUELLES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET APPUI AUX POLITIQUES PUBLIQUES

en millions d'euros HT

	2021	2022	2023
Contrats et conventions + production immobilisée			
Union Européenne et Feder	4,618	6,517	6,678
ANR	2,410	1,854	2,724
Agences hors ANR	8,900	7,549	6,057
Collectivités	8,455	7,253	8,557
Ministères, Services de l'État	16,065	20,873	20,210
Entreprises	1,127	0,717	2,600
Sous-total contrats et conventions recherche + APP	41,809	44,763	46,826



RÉPARTITION DE L'ACTIVITÉ INTERNATIONALE DU BRGM PAR PAYS EN 2023

29,1M€, soit une augmentation de 2,3M€ par rapport à 2022 (+8,7%).

Hors après-mine, le niveau de SCSP progresse par rapport à 2022 (+10,5M€) du fait notamment de la modification du mode de financement du réseau piézométrique (financé désormais par de la SCSP sur P113) et des projets DGPR Trackdéchets et RNDTS (financés par de la SCSP sur P181) ; le BRGM a par ailleurs bénéficié d'une dotation exceptionnelle non reconductible du ministère de la Recherche (+3,4M€ de P172) au titre de l'augmentation du coût de l'énergie et en compensation de l'augmentation de sa masse salariale. Le niveau des contrats et conventions (56,4M€) est, quant à lui, en progression de 4% par rapport à 2022.

Le niveau des produits de contrats relatifs à la mission d'appui aux politiques publiques accuse un léger recul par rapport à 2022 en s'établissant à 29,7M€ contre 30,7M€ en 2022, année record. Cette diminution est artificielle compte tenu du changement de mode de financement du réseau piézométrique. Hors effet réseau piézométrique, la production sur contrat APP s'établirait pour 2023 à 33,5M€, ce qui représenterait un nouveau record historique. La production sur le périmètre de la recherche publique financée sur contrats et conventions (15,3M€) a également progressé

de 2,5M€ par rapport à 2022. Cela tient essentiellement à la forte hausse de la production sur les contrats européens. La production à l'international reste stable par rapport à 2022 en s'établissant à 4,3M€ (contre 3,9M€ en 2022). L'activité commerciale France est en légère croissance (5,4M€ en 2023 contre 5,0M€ en 2022).

L'activité après-mine connaît une augmentation de son activité travaux dont la production s'établit au final à 4,8M€ (+1,4M€ par rapport à 2022). L'activité de surveillance a bénéficié d'une SCSP complémentaire de 0,7M€ afin de couvrir en partie le surcoût énergie des stations de pompage.

Les charges de gestion courante (hors provisions et reprises) sont en augmentation de 10M€ par rapport à 2022 (+7,2%) pour s'établir à 149,5M€. Hors éléments « exceptionnels » (admission en non-valeur pour 1M€ en 2022), les charges externes structurelles progressent de 2,2M€ par rapport à 2022. Les charges de personnel augmentent également de 5,3M€ par rapport à 2022, avec un taux de RMPP en hausse à 5%.

Le résultat financier s'élève à 1,1M€ en 2023, sous l'effet essentiellement de la remontée de dividendes de SAGEOS (2M€). Le résultat du groupe donne lieu à un impôt sur les sociétés de 0,8M€ en 2023. ●

Filiales et participations

Les filiales et participations du groupe sont rassemblées sous trois holdings correspondant à trois branches d'activité.

La société SAGEOS regroupe des participations détenues dans des filiales opérant dans le domaine de la géothermie avec d'une part, CFG dont elle a 50 % du capital (Beicip-Franlab Groupe IFPEN en détenant 50 % depuis mars 2024) et d'autre part, Géothermie Bouillante détenue à 15% (ORMAT Systems et la Caisse des Dépôts et Consignations détenant respectivement 63,75 % et 21,25 % du capital), dans le domaine des instruments de mesure de la géophysique, de l'hydrogéologie, de l'hydraulique, de la géotechnique et de la mine avec IRIS Instruments détenue à 51 % (le groupe japonais OYO en possédant 49 %), dans la gestion des terres

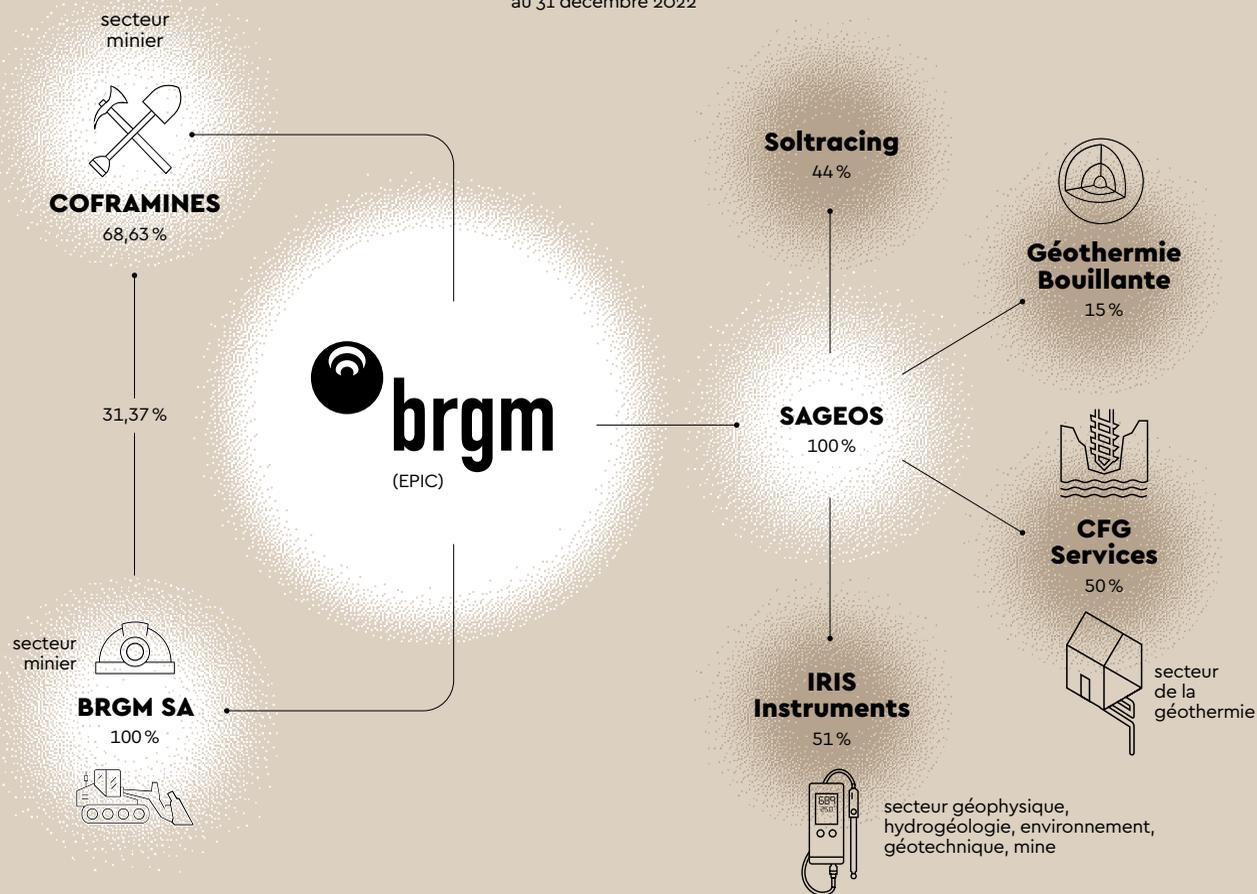
excavées avec Soltracing détenue à 44 % (HESUS en possédant 55 %).

Coframines et BRGM SA regroupent les participations résiduelles du groupe BRGM dans le secteur minier (sociétés sans activité ou développement programmé, ou en cours de liquidation).

BRGM SA détient une créance sur la Société de participation minière du Sud Calédonien (SPMSC) depuis la cession en février 2005 à cette dernière de la participation du groupe BRGM dans le projet de GORO en Nouvelle-Calédonie.

ORGANIGRAMME DU GROUPE BRGM

au 31 décembre 2022





2023 : Structuration et investissements

2023 restera comme une année fondatrice pour la géothermie, notamment au travers du plan géothermie, présenté en février 2023 « *un plan d'action pour accélérer* » dont un des objectifs sera de faire croître de 40 % les projets de géothermie profonde sur le territoire.

Au travers de l'impulsion politique, la géothermie se positionne comme une alternative crédible afin de faire face aux grands enjeux de la transition énergétique.

Fort de son positionnement de leader sur ses marchés, CFG a certes bénéficié d'une conjoncture favorable mais a su également se montrer opportuniste et performant sur des nouvelles approches et ainsi asseoir sa notoriété auprès de clients historiques.

Afin de faire face à ses ambitions déclinées autour de l'axe stratégique « *Ambitions 2030* », les priorités ont été le recrutement et particulièrement le renforcement des forces de production, mais également le développement de nouveaux segments de marché.

Au cours de l'année 2023, ce sont six collaborateurs qui ont rejoint l'effectif, outre leur recrutement, leur intégration est en cours afin qu'ils soient pleinement opérationnels pour l'exercice 2024.

CFG s'affiche désormais sur le marché de la géothermie proposée aux sites industriels afin de contribuer à leur transition énergétique dans un objectif annoncé de neutralité carbone. Le positionnement sur ces marchés nécessite une approche commerciale spécifique et une agilité et 2023 a vu certaines transformations de nos modes de fonctionnement.

Ainsi renforcée et fortement impliquée dans les travaux de la filière, CFG a pris part aux études préalables contribuant à la minimisation des risques sur la ressource dans les zones où celle-ci est moins connue notamment dans l'ouest francilien, dans les Hauts-de-France et dans le couloir Rhodanien.

L'activité de maîtrise d'œuvre sous-sol au Dogger en Île-de-France a été soutenue avec la réalisation des forages du doublet de Saint Denis et d'un premier doublet à Pantin – Les Lilas. Des études préalables réalisées dans le cadre de missions de maîtrise d'œuvre à Villetaneuse, à Roissy-Charles de Gaulle (Aéroport de Paris) et à Dugny-Le-Bourget se concrétiseront par la réalisation de forages programmés en 2024.

Au titre des innovations, 2023 restera un exercice majeur avec la réalisation du premier doublet tout composite à Champigny-sur-Marne et par la mise au point d'une approche novatrice des ressources en substances connexes dans les saumures géothermales. Cette approche a permis à CFG, dans le cadre d'un partenariat avec Beicip-Franlab, de



ÉRIC BERTET
Président de CFG

Directeur exécutif :
Éric Lasne

Chiffre d'affaires :
5,300 M€

Participation
SAGEOS :
50 %

Participation
Beicip-Franlab :
50 %

Effectif :
25 salariés

proposer aux industriels des solutions techniques d'optimisation de leur stratégie de mobilisation des ressources en lithium sur le territoire national.

Après deux années consacrées à la sécurisation de permis exclusifs de recherches dans les zones insulaires (La Réunion, Mayotte, Guadeloupe, Martinique) pour la production d'électricité, 2023 a été une année de transition et d'accompagnement des maîtres d'ouvrage dans la préparation des compléments d'exploration et de programmation des futurs forages.

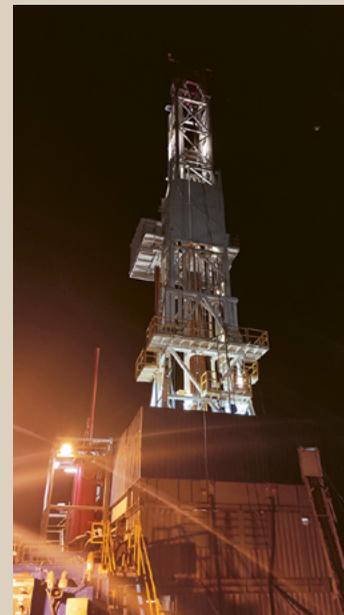
On notera, également en 2023, la finalisation de la supervision du programme de trois nouveaux forages sur la concession de Bouillante, tous couronnés de succès.

Au cœur d'un exercice que l'on peut qualifier de classique au titre des activités de maintenance et de suivi d'exploitation, CFG affiche la volonté

de redynamiser son activité dans le domaine de l'expertise en microbiologie en lien avec la corrosion. Deux axes sont d'ores et déjà identifiés avec la recherche de solutions novatrices de quantification de bactéries en milieu anaérobie et la mise au point de services améliorés pour la recherche des fuites sur les canalisations enterrées.

Après un exercice 2022, excellent en termes de résultats et boosté par de nombreux éléments exceptionnels, 2023 restera comme une année d'investissements et de mise en ordre de marche afin d'apporter les meilleures réponses aux nombreuses sollicitations générées par un marché dynamique et en croissance. ●

Rig de forage,
Champigny-sur-Marne.
© OCÉANE DURIER





2023, l'année d'un succès record

Malgré un contexte économique et géopolitique complexe, l'année 2023 a été marquée à IRIS Instruments par une activité intense avec le lancement de nouveaux produits et de nombreuses sollicitations commerciales et exploratoires.

Les résultats très positifs de 2023 confortent dans le choix de la stratégie long terme de l'entreprise qui a incité depuis quelques années à une augmentation significative des stocks de composants électroniques et autres matières premières. Cette initiative vise à sécuriser les chaînes d'approvisionnement et à mieux répondre aux besoins des clients. IRIS Instruments est plus que jamais déterminé à assurer la durabilité et la réparabilité sur le long terme de ses produits. Engagé dans une démarche de Responsabilité sociale des entreprises (RSE), ces décisions, pourtant lourdes d'implications financières, placent IRIS Instruments dans son époque.

Dopés par une activité de recherche et de développement en électronique internalisée, les produits d'IRIS mis sur le marché sont le fruit d'un savoir-faire capitalisé au fil des dernières décennies. Les techniciens et ingénieurs aux compétences variées et complémentaires sont des atouts exceptionnels qui offrent à IRIS une agilité stratégique unique et une forte capacité à innover.

La diffusion des équipements d'IRIS dans plus de cinquante pays répartis sur les cinq continents a été possible grâce à un réseau de correspondants dévoués. Les représentants locaux contribuant pour moitié aux ventes mondiales, sont formés à l'utilisation des nouveaux produits, et certains d'entre eux également sont formés à un premier niveau de réparation.



CATHERINE TRUFFERT

Présidente d'IRIS Instruments

Chiffre d'affaires : **7,986 M€**

Participation SAGEOS : **51%**

Participation OYO : **49%**

Effectif : **27 salariés dont un apprenti**

Les marchés de l'exploration minérale, de l'environnement et de la recherche en eau souterraine ont fait l'objet d'attention à parts égales.

Dans le domaine de l'exploration minière, l'année 2023 est marquée par le lancement du TIP12, un émetteur unique, de forte puissance (12 kilowatts), régulé en courant et en tension. Cet instrument fait suite à son prédécesseur, le TIP6 (6 kilowatts), lui aussi conjugable aux enregistreurs de résistivité électrique et de polarisation provoquée dédiés aux investigations atteignant le kilomètre de profondeur – ELREC et FULLWAVERS. Malgré la réticence des marchés à investir dans le secteur minier, l'exploration minière a représenté un tiers des ventes d'IRIS, avec près d'un quart attribué aux nouveaux émetteurs TIP6 et TIP12.

Les résistivimètres SYSCAL continuent de dominer les marchés interconnectés de la recherche en eau et de l'environnement, avec l'ajout de la résonance magnétique protonique pour la recherche d'eau souterraine.

Le succès d'IRIS Instruments est attribuable à ses équipes et partenaires qui travaillent quotidiennement pour relever les défis des clients. En 2023, le rythme des formations dispensées par les géophysiciens d'IRIS sur le terrain chez ses clients a dépassé celui d'avant la crise COVID.

Face à l'ampleur des défis environnementaux et sociétaux, IRIS Instruments poursuit sans relâche ses activités de recherche et d'innovation pour répondre aux besoins émergents en imagerie et en suivi temporel du sous-sol.

En 2023, les projets de recherche et développement, tels que MEGAMU associant l'Institut des deux infinis de Lyon, l'IPGP, GEG Experts, l'université de Genève et Géosciences Rennes, renforcent la présence d'IRIS Instruments sur le marché de l'exploration géothermique.

Démontrant son engagement envers la qualité et l'amélioration continue, IRIS est fier d'annoncer le renouvellement de sa certification ISO 9001 version 2015 en 2023. ●



Formation sur un SYSCAL PRO dispensée en Angola pour le compte du client GEOLANDER. © IRIS INSTRUMENTS